

Projet de délibération – Conseil d'administration – Séance du 17 juin 2016
Point IX – Approbation de la modification de la composition et du
fonctionnement de la Commission des marchés.

Fondements juridiques :

- Article L712-2 et L712-3 du code de l'éducation ;
- Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Délibération n°2016-30 relative à l'élection de la / du Président(e) de l'Université Lumière Lyon 2.

Contexte de la délibération :

Pour l'Etat et ses établissements publics, l'obligation de constituer des commissions d'appel d'offres a été supprimée par le décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008 relatif à la mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics.

Néanmoins, afin d'optimiser l'efficacité de leurs achats, les personnes publiques peuvent librement décider d'instaurer une instance consultative collégiale. Dans cette optique, il a toujours été fait le choix de maintenir une commission « *ad hoc* » des marchés à l'Université Lumière Lyon 2.

Par délibération n°2013-020 du 25 janvier 2013 portant approbation de la charte des achats (modifiée par délibération n°2014-07 du 31 janvier 2014 relative à la révision de la charte des achats), le Conseil d'administration de l'Université Lumière Lyon 2 a validé la composition et le fonctionnement de la Commission des marchés. Il est proposé aux administrateurs de retenir les modalités suivantes pour la nouvelle mandature (2016/2020).

Commission des marchés :

1) **Rôle :**

- Organe collégial **consultatif**, la Commission des Marchés de l'université a pour rôle de **soumettre au choix de la Présidente de l'université** les attributaires des marchés de toute nature (travaux, prestations intellectuelles, services, fourniture, techniques de l'information et de la communication, etc.).

Sont obligatoirement soumis à l'avis de la commission les marchés d'un **montant supérieur à 90.000 euros hors taxes pour leur durée totale d'exécution**. Cette disposition concerne à la fois les marchés passés suivant une procédure adaptée ou formalisée de type AOO, AOR et négociés.

Les compétences de la Commission des Marchés sont donc les suivantes :

- Validation des rapports d'analyse des candidatures ;
- Validation des rapports d'analyse des offres ;

- Avis sur les offres non conformes ;
 - Avis sur les procédures infructueuses ou sans suite ;
 - Avis sur l'attribution des marchés aux offres jugées économiquement les plus avantageuses.
- Toutefois, le représentant du Pouvoir Adjudicateur (la Présidente de l'Université) se réserve le droit de soumettre à l'avis de la commission un projet de marché public dont le montant serait inférieur à 90.000 euros hors taxes en raison de sa nature et/ou de la spécificité du projet.
 - La commission des marchés peut également être réunie en amont de la procédure afin de donner un avis consultatif pour le lancement de marchés stratégiques transversaux ou de procédures complexes (dialogue compétitif, concours, etc.).
 - Elle peut également être consultée sur des modifications de contrat, sur proposition de la DAJIM et sur décision du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire.
 - Elle peut également être consultée pour réexamen des marchés suite à des dysfonctionnements/litiges en cours d'exécution (ex : non reconduction, résiliation pour faute, etc.), sur proposition de la DAJIM et sur décision du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire.

2) Composition :

Sont membres avec voix délibérative :

Le/La Président(e) de l'Université ou son/sa représentant(e)
 Le/La Directeur(trice) Général(e) des Services ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Vice-Président(e) en charge des ressources budgétaires ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Vice-Président(e) chargé(e) de la Vie Institutionnelle ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Vice-Président(e) Patrimoine ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Directeur(trice) de l'Unité de formation et de recherche en Sciences économiques et de gestion ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Directeur(trice) de l'Institut universitaire de technologie Lumière ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Directeur(trice) du laboratoire Groupe de recherche en psychologie sociale (GRePS) ou son/sa représentant(e) ;
 Le/La Directeur(trice) du laboratoire Histoire, Archéologie, Littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux (CIHAM) ou son/sa représentant(e).

Les titulaires ou leurs représentants doivent avoir la qualité d'agent de l'Université Lyon 2.

Le mandat des membres avec voix délibérative court à compter de l'adoption de la présente délibération et s'achèvera avec le mandat en cours des membres élus du Conseil d'administration.

Sont membres avec voix consultative :

Le/La Directeur(trice) des affaires juridiques, institutionnelles et des marchés ou son/sa représentant(e) ;

Le/La directeur(trice) du budget et des finances ou son/sa représentant(e).

Sont membres invités de la commission :

L'agent de la direction des affaires juridiques, institutionnelles et des marchés, chargé.e du projet de marché ;

Le ou les agent/s du service prescripteur en charge du projet de marché ;

Le cas échéant, sur proposition du prescripteur technique ou de la DAJIM, la commission pourra s'adjoindre les compétences d'une ou plusieurs personne/s susceptible/s d'apporter un éclairage sur le dossier (MO, OPC, AMO, conducteur d'opération, DGCCRF...).

3) Fonctionnement :

Les séances de la Commission des Marchés ne sont pas publiques. Elle se réunit valablement sous condition de quorum. Celui-ci est atteint lorsque le tiers des membres ayant voix délibérative ou de leurs représentants sont présents. Les procurations ne sont pas admises.

L'action de la Commission des Marchés est encadrée par les principes fondamentaux qui régissent la Commande publique : égalité de traitement des candidats, liberté d'accès à la commande publique, transparence des procédures.

A ce titre, il est instauré un mécanisme permettant à la commission des marchés, lorsque l'un de ses membres participe ou a un intérêt dans la consultation, de décider de sa récusation. La récusation est prononcée par le/la Président/e ou le /la Directeur(trice) Général(e) des Services en cas d'absence du/ de la Président/e. Le vote a lieu à main levée à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des suffrages exprimés, le/la Président/e ou le /la Directeur(trice) Général(e) des Services a voix prépondérante.

Les avis de la Commission des Marchés font l'objet d'un procès-verbal. Sur la base de ces avis simples, la Représentante du Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'attribution des marchés.

4) Les jurys et commissions spécifiques :

Les présentes dispositions ne sont pas applicables aux commissions spécifiques mises en place dans le cadre de procédures particulières définies dans le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il s'agit :

- Du jury pour la procédure spécifique du concours notamment pour les marchés de maîtrise d'œuvre ;
- Du jury pour la procédure spécifique de conception-réalisation ;

- De la commission spécifique pour la procédure de dialogue compétitif ;

La composition de ces commissions fait l'objet d'un arrêté de la Présidente propre à ladite procédure.

Grille de lecture de la proposition formulée par la DAJIM *supra*

➤ **Intégration des composantes et laboratoires à la commission des marchés :**

Afin de permettre la participation des composantes et des laboratoires, en tant que services utilisateurs, au processus d'adjudication de l'Université Lumière Lyon 2, il est proposé de revoir les règles de fonctionnement et de composition de la commission des marchés¹.

Ainsi, il est notamment prévu de proposer comme membres à voix délibérative :

- Deux composantes au titre de la formation (dont le choix a été fait en fonction du niveau de consommation global sur les principaux marchés transversaux de l'Université pour les trois dernières années et selon une logique de représentation de chaque campus) ;
- Deux laboratoires au titre de la recherche (dont le choix a été fait en fonction du niveau de consommation global sur les principaux marchés transversaux de l'Université pour les trois dernières années et selon une logique de représentation de chaque campus).

Cette proposition d'intégrer les laboratoires et composantes à la commission des marchés est soumise à la condition suivante (s'agissant des laboratoires) les représentants désignés doivent être agents de l'Université Lyon 2.

➤ La proposition formulée ici s'appuie sur la **nomination de membres ès qualités**.

¹ Composition antérieure figurant en annexe 1